

**Jeux olympiques et paralympiques  
de Paris 2024 - Intervention de  
Mme Laura Flessel, ministre des  
sports, lors de la discussion au Sénat  
sur le projet de loi relatif à  
l'organisation des Jeux olympiques  
et paralympiques de 2024**  
(Paris, 06 février 2018)

Monsieur le Président,

Monsieur le Président de la Commission des lois,

Madame la Présidente de la Commission de la culture,

Madame la Rapporteur,

Messieurs les Rapporteurs pour avis,

Mesdames, Messieurs les Sénateurs,

Le sport mis au service du rayonnement de notre pays, de nos territoires, du développement économique et social : tel est l'enjeu de l'accueil des Jeux olympiques et paralympiques en France.

Ce retour des Jeux sur notre sol, en 2024, est notre victoire à tous. C'est une chance pour notre pays.

Je ne suis pas indifférente aux réserves que ce projet a pu susciter dans certains pays tentés par l'organisation des Jeux. Je ne suis pas non plus indifférente à la nécessité de poursuivre le travail de mobilisation auprès de nos compatriotes, au cours des six ans à venir.

Je le suis d'autant moins que je ne me présente pas ici en tant que ministre des Jeux olympiques et paralympiques. Je suis la ministre des sports, de toutes les pratiquantes et de tous les pratiquants, et je n'ai jamais conçu ce projet autrement que comme un vecteur inespéré pour développer la pratique sportive dans notre pays.

L'intérêt de ces Jeux, c'est l'héritage que nous pouvons construire ensemble autour d'eux.

Dans une France fatiguée par des années de crise, l'accueil de grands événements sportifs internationaux, tels que les Jeux, les Gay Games, l'Euro féminin de handball, la Ryder Cup, la Coupe du monde féminine de football ou la Coupe du monde masculine de rugby, est une nouvelle démonstration de notre capacité à construire notre destin commun à travers le sport.

Pour cela, nous devons saisir notre chance, montrer la voie et préparer l'avenir.

Le gouvernement auquel j'appartiens s'inscrit dans cette approche, parce que nous concevons l'accueil des Jeux comme un levier qui nous permettra de mieux faire vivre les multiples fonctions du sport dans notre société.

Au terme d'une phase de candidature qui aura réuni athlètes, mouvement sportif, partenaires économiques, acteurs publics et de la société civile, nous nous préparons déjà pour une nouvelle aventure en préservant cette unité.

Nous avons désormais un peu moins de sept ans pour livrer les Jeux, les réussir et en faire un moteur de transformation et d'innovation sociale.

Il ne fait pas de doute qu'ils seront un accélérateur d'investissement, un atout pour le rayonnement de notre pays, un facteur de développement pour les territoires hôtes.

Néanmoins, je construis mon action ministérielle pour qu'ils ne soient pas que cela. Nous souhaitons effectivement faire de ces Jeux un levier au service de la cohésion sociale. Nous souhaitons qu'ils renforcent le destin national et européen de la France, en contribuant à mettre en mouvement sa société et ses territoires, qu'ils nous permettent de faire du sport un outil au coeur et au service de la société, que la sobriété, l'intégrité et la responsabilité les caractérisent.

Nous ne lèverons les bras qu'après avoir franchi la ligne, mais nous avons pris un bon départ.

Depuis le 13 septembre, nous nous sommes mis en ordre de marche afin de respecter nos engagements. Un délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques, Jean Castex, a été nommé. La Société de livraison des ouvrages olympiques, dirigée par Nicolas Ferrand, et le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques, présidé par un artisan essentiel à notre victoire, Tony Estanguet, ont été créés et sont déjà au travail. Un projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques vous est aujourd'hui présenté, dans le but de répondre à nos engagements, moins de six mois après l'attribution des Jeux à notre pays.

Vous le savez, cette loi olympique et paralympique est une procédure classique, qui n'est pas propre à la France, mais qui s'applique à tout pays organisateur des Jeux.

Il faut la percevoir comme une nouvelle pierre à l'édifice que nous sommes, tous, en train de construire.

Ce texte vise trois objectifs principaux : respecter nos engagements et les garanties apportées par l'Etat en phase de candidature ; livrer les Jeux dans les temps en respectant le budget ; faire de nos Jeux des jeux intègres et exemplaires.

C'est d'ailleurs tout l'objet du titre IV, consacré à la transparence et à l'intégrité. Cette section du texte a été introduite sur l'initiative de la France, parce que la transparence et l'intégrité nous protègent, parce que les Français les réclament à juste titre - à mes yeux, il s'agit des conditions gagnantes pour inscrire la réussite de ce projet dans la durée -, parce que nous partageons cette ambition collective de fixer de nouveaux standards pour les futures éditions des Jeux.

Tel est donc l'objet de ce projet de loi, que je vous présente aujourd'hui avec Julien Denormandie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la cohésion des territoires. Mon collègue, qui nous rejoindra plus tard, vous prie d'ailleurs de bien vouloir excuser son absence à l'occasion de cette discussion générale, en raison d'un problème de transport.

Je tiens à remercier sincèrement les rapporteurs, les membres des commissions saisies et l'ensemble des sénateurs, qui ont travaillé dans un esprit constructif sur ce texte.

Ce dernier n'éclaire qu'une partie minuscule de l'incroyable événement que j'ai moi-même eu la chance de vivre en tant que sportive, un événement dépassant très largement les quelques semaines de compétition qui se tiendront sur notre sol en 2024.

Par ailleurs, je le sais, certains passionnés de sport parmi vous ont été frustrés par un texte technique, qui nous offre trop peu d'occasions de rappeler tout ce que le sport apporte à notre société. Je comprends cette frustration, et je la partage !

En effet, notre ambition est bien qu'à travers, et au-delà même de ces Jeux, nous puissions promouvoir le sport, ses valeurs et ses vertus.

Parce que le sport m'a tant apporté, je ne me résous pas à ce que certains de mes concitoyens ne le pratiquent jamais. Je pense notamment aux jeunes dans certains quartiers ou territoires ruraux carencés, aux femmes, qui cessent trop souvent de pratiquer à l'adolescence ou après la naissance d'un enfant, aux personnes en situation de handicap.

Pour tous ces Français, nous devons penser autrement la pratique sportive, nous devons être innovants et volontaires.

Je sais ce qui préoccupe les élus de terrain que vous êtes et les territoires que vous représentez.

Par-delà les médailles, par-delà l'événement, l'enjeu est de faire en sorte que la France et tous ses territoires puissent saisir l'opportunité offerte par les Jeux.

Certains d'entre vous m'ont d'ailleurs indiqué leur volonté de voir les Jeux diffusés en clair à la télévision. Je partage cette préoccupation tout à fait légitime. C'est dans ce but, pour que chaque Français puisse avoir accès à nos Jeux, que je rencontre fréquemment les acteurs de l'audiovisuel. Je veille ainsi à ce que les négociations en cours intègrent cet impératif.

Par ailleurs, parce que ces Jeux sont ceux de toute la France, je tiens à mentionner le grand programme de labellisation des sites de préparation des délégations étrangères qui sera lancé dès l'été 2018 par le Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques, à travers un appel à projet ouvert à toutes les collectivités territoriales.

À travers ce programme, chaque territoire pourra faire valoir ses atouts touristiques, économiques et sportifs, et postuler pour recevoir des sportifs du monde entier.

Je le répète, au-delà des Jeux, le développement du sport pour tous - celui du quotidien - sur tous les territoires constitue bien notre ambition commune, la tâche à laquelle je m'attelle chaque jour.

Dans six ans, à l'extinction de la flamme sur le Stade de France, nous n'aurons réussi nos Jeux que si le nombre de Français pratiquant une activité physique et sportive a cru, que si chacun d'entre nous parvient, partout en France, à trouver une offre sportive correspondant à ses envies et ses besoins.

Dans cette optique, j'ai d'ailleurs décidé que 50% des crédits du Centre national pour le développement du sport, le CNDS, seraient, dès cette année, orientés directement vers des territoires carencés, qu'il s'agisse de quartiers prioritaires de la politique de la ville ou des zones de revitalisation rurale.

Ensemble, nous devons donner plus à ceux qui ont moins. C'est cela notre enjeu, notre défi, et mon engagement !

Mesdames, Messieurs les Sénateurs, c'est dans la sobriété que résidera la force du projet olympique et paralympique ; c'est dans la transparence et l'exemplarité que nous le construirons ; c'est avec à l'esprit que le sport doit changer le quotidien de tous les Français que nous le définirons.

Je conclurai mon propos en précisant que ces Jeux dépassent les frontières et les clivages. Ils sont le signe d'une France à la fois unie et ouverte sur le monde. Créateur de commun, cet événement rassemblera et mobilisera toutes les forces vives de la Nation.

La France des Jeux, c'est une France qui gagne et qui rayonne. Une France fière !

ÿ l'image de nos sportifs qui ont déjà décollé pour la Corée du Sud et se préparent à briller sur les pistes et les patinoires des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver, montrons l'exemple de l'unité, de l'ambition et de l'enthousiasme./.

(Source : site Internet du Sénat)